

# Johnson : appât et substitution - Les efforts américains pour renégocier le MoU avec l'Iran

Larry Johnson aborde la crise énergétique, les efforts des États-Unis pour renégocier l'accord avec l'Iran, et la possibilité que la Russie lance une frappe préventive contre l'OTAN. Johnson est un ancien analyste du renseignement de la CIA qui a également travaillé au Bureau de la lutte contre le terrorisme du Département d'État américain. Lisez Sonar21 de Larry Johnson : <https://sonar21.com/> Achetez des produits dérivés : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : [https://x.com/Glenn\\_Diesen](https://x.com/Glenn_Diesen) Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : [buymeacoffee.com /gdieseng](http://buymeacoffee.com/gdieseng) Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

## #Glenn

Content de vous retrouver. Aujourd'hui, nous recevons Larry Johnson, ancien analyste de la CIA, qui a aussi travaillé au Bureau de la lutte contre le terrorisme du Département d'État américain. Comment allez-vous, Larry ?

## #Larry Johnson

Assez occupé. Tu sais, on fête le Quatre Juillet aujourd'hui, mais je trouve toujours un moment pour toi.

## #Glenn

Merci, j'apprécie. Et joyeux deux cent cinquantième anniversaire, je suppose, aux États-Unis. C'est... oui, enfin, le t-shirt est très approprié, quand même.

## #Larry Johnson

Oui, j'en ai eu. Mes ancêtres ont participé. J'avais vingt-huit ancêtres qui ont combattu pendant la Révolution américaine. Alors, au fond de moi, je suis un révolutionnaire, c'est dans mes gènes.

## #Glenn

Très bien. Aujourd'hui, je voulais surtout parler de l'Iran et de la crise de l'énergie. Alors, Trump, quand il a signé le protocole d'accord, que je qualifierais d'humiliant pour les États-Unis... eh bien, ce texte ressemble à une déclaration de reddition. Et ça pose quand même une question : pourquoi Trump aurait-il signé ça ? Sa principale explication, c'était qu'il ne restait que quatre semaines de réserves de pétrole. Ce qui est, disons-le, une admission assez stupéfiante. Mais bon, c'est ce qu'il a dit. C'était sa motivation. Et maintenant, la question, c'est : où en est-on avec le pétrole ? Est-ce que la situation s'assouplit ? Est-ce que ça s'améliore ? Ou bien... encore une fois, c'est difficile de simplement, comment dire... tourner un bouton et tout rallumer d'un coup.

## **#Larry Johnson**

Oui. Alors, j'aimerais dire que j'ai toujours été aussi malin et que j'ai toujours su tout ça, mais ce n'est pas vrai. J'ai souvent cité un soldat de la guerre de Sécession, Ambrose Bierce, qui est ensuite devenu écrivain. On lui attribue cette phrase — même si ce n'est pas prouvé — disant que la guerre est la façon qu'a Dieu d'apprendre la géographie aux Américains. Eh bien, on pourrait ajouter que la guerre a été la façon qu'a Dieu d'apprendre à Larry Johnson comment fonctionne l'industrie pétrolière. Donc, quand Trump a fait cette déclaration, il ne parlait pas de tout le pétrole en général. Ce dont il parlait, c'était de l'approvisionnement en pétrole à forte teneur en soufre, ce qu'on appelle le brut acide ou le brut lourd. Et le Golfe persique en fournissait environ vingt pour cent au monde. Le vingt-huit février, quand cet approvisionnement a été interrompu...

## **#Larry Johnson**

Il n'y a pas eu de rupture immédiate de l'approvisionnement, parce qu'il y avait encore d'immenses pétroliers, pleins de brut, qui naviguaient vers leurs destinations finales. Les derniers de ces navires transportant du pétrole sont arrivés à bon port aux alentours du sept ou du dix avril, donc environ quarante jours après le début de la guerre. Et je pense que ce n'est pas un hasard si, à ce moment-là, Trump a essentiellement poussé pour un cessez-le-feu avec l'Iran, et que l'Iran a accepté. Tout tournait autour du pétrole. Alors, ce qu'il faut comprendre avec ce pétrole brut lourd, c'est que la majorité des raffineries américaines sont conçues pour traiter ce type de brut, avec une forte teneur en soufre. Elles ne sont pas faites pour gérer un pétrole comme le West Texas Intermediate, qu'on appelle un pétrole « doux », ou « sweet crude ».

Il n'a pas une teneur en soufre aussi élevée, et il peut être raffiné beaucoup plus facilement. Mais, vous savez, on peut le comparer aux machines à café. Si vous avez une machine classique, comme une Keurig, vous mettez le café dans la capsule, vous appuyez sur le bouton, et hop, le café sort. Maintenant, avec une cafetière à piston, c'est différent. Il faut d'abord faire bouillir l'eau, mettre le café au fond, verser l'eau, laisser infuser, puis appuyer sur le piston. Donc, même si on fait du café, la méthode n'est pas la même. Le café à la presse française se prépare différemment de celui fait avec une Keurig. Eh bien, c'est pareil pour le pétrole. Les raffineries sont conçues pour traiter ce pétrole brut lourd, et ce qu'elles en tirent, on appelle ça le distillat moyen.

Un baril de pétrole n'est pas homogène du haut jusqu'en bas. Environ trente pour cent en sont retirés pour produire ce qu'on appelle les distillats moyens. C'est cette partie-là qui est traitée dans les raffineries pour fabriquer du diesel et du carburant d'aviation. C'est de ça que Trump parlait : la quantité de diesel, ou plutôt de pétrole capable de produire du diesel et du carburant d'aviation, dans la Réserve stratégique de pétrole. Cette réserve représentait environ cent vingt jours d'approvisionnement, autour du onze ou du dix-huit mars, quand la secrétaire à l'Énergie, Mme Wright, a annoncé qu'ils allaient commencer à puiser dans la réserve stratégique à raison d'un million quatre cent mille barils par jour. En gros, il y avait cent soixante-quatorze millions de barils disponibles, ce qui, en faisant le calcul, correspond à cent vingt jours. Eh bien, cette période de cent vingt jours se termine le onze juillet, la semaine prochaine.

Alors, quand on revient en arrière et qu'on regarde le moment où Trump a fait cette déclaration, on est à environ quatre semaines de l'échéance. Il savait que les États-Unis devaient rouvrir le Golfe persique et relancer l'exportation de pétrole, y compris vers l'Amérique. Parce que la plupart du pétrole exporté depuis la signature du protocole d'accord partait vers l'Asie — vers la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud. Donc, pour les États-Unis, ça n'avait pas vraiment résolu le problème. On en revient donc à la situation suivante : quand la guerre du vingt-huit février a commencé — avançons d'environ quarante jours — le huit avril, l'approvisionnement total en pétrole, en carburant diesel notamment, avait chuté de vingt pour cent. Cette quantité n'était plus disponible sur le marché mondial. Du coup, la seule façon de faire face à cette pénurie, c'était de commencer à puiser dans la Réserve stratégique de pétrole.

Ça vous a permis de faire comme si on était revenu au niveau d'avant. Mais là, disons, d'ici la semaine prochaine, on va vraiment se retrouver avec un vrai déficit. Et il n'y a aucun moyen de combler ce déficit tant que le pétrole qui sort du Golfe persique n'est pas revenu à son volume initial et n'arrive pas sur les côtes des États-Unis. Donc même, imaginons qu'un pétrolier quitte le Golfe persique demain pour les États-Unis... c'est un voyage d'environ quarante-deux jours. Autrement dit, il n'y a pas de solution immédiate à ce problème. Et les marchés économiques, d'après ce que je comprends, n'ont pas encore intégré cette réalité. Ça va un peu les frapper par surprise.

## **#Glenn**

Alors, est-ce que le pétrole circule vraiment ? Parce que, tu vois, les tirs n'ont pas vraiment repris. Mais bon, Trump s'est attribué le mérite d'avoir frappé les Iraniens assez fort à plusieurs reprises. Donc, encore une fois, j'imagine que c'est important de maintenir cette image d'homme fort. Mais jusqu'à quel point le pétrole circule-t-il réellement aujourd'hui ?

## **#Larry Johnson**

Eh bien, il y a environ... on dirait qu'environ vingt pour cent de la capacité quotidienne normale qui sortait du Golfe avant le vingt-huit février sort maintenant. Environ vingt pour cent. Mais l'immense majorité part vers l'Asie. Donc, ça ne vient pas aux États-Unis. Et ça ne va certainement pas en

Europe. C'est là que l'Occident a un vrai problème aujourd'hui. Et comme vous l'avez dit dans votre introduction, il n'y a pas de solution immédiate. Ce n'est pas comme si on appuyait sur un interrupteur et hop, tout se remet en marche. Je vous assure, je n'avais pas compris ça avant d'en parler avec deux personnes qui connaissent bien le secteur pétrolier. Et ensuite, j'ai écouté Chris Martenson. Et Chris est vraiment très calé sur le sujet.

Le seul point que Chris n'a pas abordé dans son analyse, c'est de faire la distinction, ou d'aider les gens à comprendre que la pénurie ne concerne pas le pétrole en général. La pénurie, en réalité, touche surtout le pétrole brut lourd, celui qu'on utilise pour produire du diesel et du carburant d'aviation. Et il faut bien comprendre que si une raffinerie veut produire du carburant d'aviation, elle doit être configurée d'une certaine manière. Si elle veut produire du diesel, c'est une autre configuration. Donc, ce n'est pas simplement une question de dire : "Bon, on reçoit le pétrole, on envoie la moitié pour l'aviation et l'autre moitié pour le diesel." Non, ça ne marche pas comme ça. La situation risque donc de devenir assez compliquée. Et tout cela part du principe qu'il n'y a pas d'urgence. Qu'est-ce qui pourrait créer une urgence ? Eh bien, si les États-Unis décidaient de reprendre des opérations de combat contre l'Iran, ils auraient besoin de beaucoup plus de carburant d'aviation.

Ou si un ouragan arrive — on est en pleine saison des ouragans — et qu'il touche le golfe, le golfe des États-Unis ou le golfe du Mexique, peu importe, et qu'il détruit une de ces raffineries, alors là, on se retrouve vraiment dans une situation très sérieuse. Il faudra faire un choix. Est-ce qu'on garde le diesel pour les camions et les tracteurs qui transportent la nourriture vers les supermarchés, ou est-ce qu'on garde le carburant d'aviation pour faire voler les avions à travers le pays ? Je pense que, si on en arrive là, ils choisiront probablement le diesel plutôt que le carburant d'aviation. Mais encore une fois, c'est une vision un peu simpliste, parce que, vous savez, l'aviation joue aussi un rôle essentiel dans le transport de beaucoup de marchandises.

## **#Glenn**

Eh bien, Vance essayait de défendre le protocole d'accord, parce qu'il a évidemment suscité beaucoup de critiques. Et son principal argument, c'était en gros : on a dû faire ça pour que le pétrole recommence à circuler. Voilà, c'est ça l'idée. Mais si c'est ça l'objectif, ce n'est pas la même chose que de dire : on va, disons, mettre nos hostilités avec l'Iran derrière nous et créer des relations complètement nouvelles. En fait, ça pourrait même être assez trompeur. Autrement dit, gagner un peu de temps pour rouvrir les marchés, les réapprovisionner. Mais d'un autre côté, on voit aussi que les États-Unis semblent... enfin, dès que le protocole d'accord a été signé, ils ont déjà commencé à le renégocier. Dans un cas précis, une offre a été faite aux Iraniens : on va libérer une partie de vos avoirs gelés — ce qu'ils sont censés faire de toute façon selon le protocole — mais à condition qu'il n'y ait ni péage ni frais pour le passage dans le détroit d'Ormuz. Comment faut-il comprendre ça, selon vous ?

## **#Larry Johnson**

En fait, dans les quatorze sections différentes, on peut dire que l'Iran a été assez négligent dans la formulation de ses engagements concernant la levée complète des sanctions et le dégel des avoirs. Le texte est resté très vague, ce qui a laissé aux États-Unis beaucoup de marge pour jouer sur les mots et manœuvrer. Mais il y a deux points, très précis ceux-là, sur lesquels les États-Unis ne peuvent pas vraiment se défilier — ou plutôt, ils essaient de le faire, mais en réalité ils violent le protocole d'accord. Le premier, c'est le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban. Au lieu de s'y tenir, les États-Unis sont intervenus auprès des Libanais et des Israéliens. Ils ont obtenu l'appui de Joseph Aoun, qui est un président minoritaire — il ne représente qu'une partie des chrétiens du Liban, alors que les deux tiers du pays sont musulmans — et il a affirmé avoir conclu un accord avec Israël qui permettait aux troupes israéliennes de rester sur place, violant ainsi la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban.

Voilà le premier problème. Et l'Iran pourrait très bien, vous savez, lever le drapeau rouge là-dessus et dire : « Vous ne respectez pas votre part du protocole d'accord, donc on se retire. » Le deuxième point, c'est le paragraphe cinq. Il concerne le détroit d'Ormuz. Et le texte est vraiment, vraiment précis à ce sujet. Je vais vous le lire. Il dit : « Dès la signature de ce protocole d'accord, la République islamique d'Iran prendra les dispositions nécessaires, en faisant tout son possible, pour assurer le passage sûr des navires commerciaux, sans frais, pendant soixante jours seulement, à l'entrée et à la sortie du golfe Persique vers la mer d'Oman. » Remarquez bien : aucun autre pays n'est mentionné comme ayant la responsabilité d'organiser la sécurité du passage des navires commerciaux — uniquement la République islamique d'Iran.

Ni Oman, ni le Qatar, ni l'Arabie saoudite, et certainement pas les États-Unis. Donc, à ce titre, le paragraphe cinq du protocole d'accord donne à l'Iran le contrôle total du détroit d'Ormuz. Peu importe ce que disent les États-Unis, le texte est clair. La République islamique d'Iran, et elle seule, prendra les dispositions nécessaires. Maintenant, ils n'ont à le faire que pendant soixante jours. Ensuite, ils peuvent commencer à percevoir des péages. Il n'y a rien dans le protocole d'accord qui interdise à l'Iran de le faire. Les États-Unis disent qu'ils n'aiment pas ça, et ainsi de suite. Mais rien, absolument rien, n'empêche l'Iran de facturer des péages — et c'est bien ce qu'ils vont faire. Les États-Unis, eux, ont respecté une seule section du protocole d'accord, celle qui sert leurs propres intérêts.

Ils ont levé toutes les sanctions sur le pétrole et sur les banques qui traitent les paiements issus des ventes de pétrole iranien. Du coup, l'Iran peut vendre librement son pétrole, et c'est exactement ce qu'il fait, en exportant environ un million six cent mille barils par jour, vendus avec une prime d'environ vingt pour cent par rapport aux prix à terme. Oubliez ces chiffres-là, ils n'ont pas vraiment d'importance. Ce qui compte, c'est le prix réel payé pour un baril quand il arrive au port. Sur ce point, l'Iran n'a pas bougé d'un pouce. Aujourd'hui, six navires ont essayé de passer du côté omanais du corridor sans obtenir l'autorisation de l'Iran, comme l'exigent les protocoles de ce qu'ils appellent l'Autorité du détroit du Golfe persique. Et l'Iran les a refoulés avec un avertissement clair : si vous tentez de passer ici sans notre permission, on vous mettra le feu et on vous coulera.

## **#Glenn**

Eh bien, c'est essentiellement ce qu'ils ont fait. Ils ont attaqué l'un des navires qui tentaient de passer, et c'est ça qui a déclenché les frappes américaines contre l'Iran. Trump en était très fier : les Iraniens avaient dépassé les limites, et il avait réagi, tout simplement. C'était la version officielle.

## **#Larry Johnson**

Mais Glenn, comprends bien, il n'y a pas un seul mot dans le protocole d'accord qui dise que si l'Iran essaie d'empêcher un navire commercial de quitter le détroit d'Ormuz sans sa permission, les États-Unis peuvent l'attaquer et ensuite punir l'Iran pour ça. Pas un mot là-dedans. C'était une violation du protocole. Le premier paragraphe du protocole dit que ni l'un ni l'autre ne doit attaquer l'autre. Les États-Unis ont dit : « Eh bien, on ne va pas laisser faire ça. » Eh bien, tant pis. Vous ne l'avez pas mis dans le protocole. Vous n'avez pas précisé que l'Iran ne pouvait pas faire ça. En fait, vous avez précisé que c'était à l'Iran de faire tout son possible pour assurer le passage sûr des navires commerciaux, que c'était la responsabilité de l'Iran, pas la vôtre. Donc, c'est là que les États-Unis ont violé le protocole pour la première fois.

## **#Glenn**

Mais maintenant que certains tirs ont repris, évidemment, ça s'est de nouveau calmé. Qu'est-ce que ça veut dire ? Comment évaluez-vous, non pas les lignes de front, mais le champ de bataille potentiel ? Je sais que l'Iran se prépare clairement à une possible nouvelle attaque américaine. Mais que fait les États-Unis ? Est-ce qu'ils renforcent leurs troupes dans la région ? Est-ce qu'ils se retirent ? Est-ce qu'ils s'ingèrent dans les pays voisins ? En clair, comment évaluez-vous la stratégie américaine aujourd'hui, sachant que le protocole d'accord n'est manifestement pas encore conclu ? Ils veulent le renégocier. Ils ne sont pas satisfaits de cet accord. Alors, que font les États-Unis à ce stade ?

## **#Larry Johnson**

Eh bien, les États-Unis se retirent. Vous l'avez vu, il y a huit ou neuf jours maintenant, Pete Hegseth a signé un ordre pour commencer le retrait des forces américaines déployées dans le Golfe persique pour l'opération Epic Fury. Hier, un rapport venu du Royaume-Uni, depuis Fairford — je crois que c'est le nom de la base — indiquait que les B-52 qui y étaient stationnés ont quitté le pays. Ils étaient basés là-bas, au Royaume-Uni, pour des opérations contre l'Iran. Ils se sont retirés hier, dans les dernières vingt-quatre heures. En même temps, entre six et douze F-15 qui étaient basés en Jordanie ont quitté la Jordanie pour rejoindre le Royaume-Uni, et ils sont maintenant au sol là-bas. Donc, les États-Unis commencent bien à se retirer. Et pour masquer ce retrait, ils diffusent des informations très étranges, de la désinformation.

Par exemple, cette semaine, ils ont annoncé que les Marines américains et le USS Boxer étaient arrivés sur place et prêts à affronter l'Iran. Ils ont quitté San Diego le dix-huit mars, et ils sont arrivés au large de l'Iran, ou dans la mer d'Arabie, vers le trente avril. Donc, ça fait deux fichus mois qu'ils sont là. Et seulement maintenant, le département de la Guerre prétend qu'il commence à mettre en avant leur présence. Ça n'a absolument aucun sens. Les États-Unis continuent de tenir un discours musclé. Mais en réalité, ce n'est pas seulement le retrait de ces moyens matériels. Avant même que la guerre ne commence, les États-Unis, eh bien, certains... je crois que les premiers mouvements datent d'une semaine avant le vingt-huit, donc autour du vingt et un.

Et puis, dans les jours qui ont suivi, l'armée, le CENTCOM, le Pentagone et d'autres commandements qui participaient de manière plus ou moins indirecte au soutien du Commandement central ont mis en place ce qu'on appelle des CAT, des équipes d'action de crise. Ces équipes ont été créées pour fonctionner vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept. C'étaient des soldats, des marins, des Marines qui assuraient la permanence, ainsi que des officiers et du personnel de l'armée de l'air. Ils arrivaient vers six heures du matin, travaillaient jusqu'à six heures du soir, rentraient chez eux, mangeaient un morceau, se reposaient, puis revenaient le lendemain. Et ça se répétait, jour après jour. Vous savez, ça a duré environ trois ou quatre mois. Ce n'est que depuis environ trois semaines — au moment de la signature du protocole d'accord — que les CAT ont cessé de fonctionner en continu, vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Il y a encore des groupes, des équipes chargées de surveiller ce qui se passe dans le Golfe persique et avec l'Iran. Mais aujourd'hui, ils travaillent du lundi au vendredi, de huit heures à dix-sept heures. C'est une grosse différence. Tant que cette cellule, le CAT, ne sera pas remise sur un rythme vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, les États-Unis ne mèneront pas ce genre d'attaques qu'ils faisaient les neuf et dix juin. Et là, on est déjà le quatre juillet. Donc, les dernières grandes attaques remontent bien aux neuf et dix juin. Et souvenez-vous, c'est l'Iran qui a frappé en dernier, sur les bases aériennes au Koweït, à Al-Salem, et sur la base aérienne de Bahreïn, à Al-Isa. Les États-Unis n'ont pas riposté. En réalité, ils se sont pratiquement mis en retrait sur le plan militaire.

## **#Glenn**

Si ce que vous dites est vrai, que les États-Unis ont décidé en quelque sorte de se retirer, cela veut dire que les Iraniens vont maintenant prendre l'avantage. Qu'est-ce que ça signifie ? Comment cela va-t-il transformer la région ? Parce que l'Iran était très affaibli, on pensait qu'il allait être mis hors jeu, et maintenant, on a l'impression qu'il pourrait devenir une puissance régionale majeure. Vous voyez des possibilités ? Encore une fois, pas besoin de boule de cristal, il y a beaucoup de choses qui peuvent se passer, mais comment la région pourrait-elle évoluer ? Parce qu'à mesure que l'Iran devient plus fort, dans une position plus puissante, surtout dans le détroit d'Ormuz, les États du Golfe vont devoir s'adapter. En plus, les Israéliens semblent maintenant diriger une bonne partie de leur colère vers la Turquie, pour différentes raisons. Est-ce que vous voyez une possibilité, si la

position des États-Unis s'affaiblit dans la région, que certaines hostilités se déplacent ailleurs ? Qu'il puisse y avoir un rapprochement entre la Turquie, les États du Golfe et l'Iran ? Ou bien pensez-vous qu'ils ont encore leurs propres problèmes internes, indépendamment des États-Unis ?

## **#Larry Johnson**

Eh bien, c'est un fait objectif : les États-Unis sont aujourd'hui dans une position plus faible qu'ils ne l'étaient le vingt-huit février. Tout simplement parce qu'à cette date, le quartier général de la Cinquième Flotte de la marine américaine se trouvait encore à Bahreïn. Il y avait un amiral, tout son état-major, plusieurs sections en activité : le renseignement, la logistique, la planification. Tout le système complet de commandement et de soutien était en place, prêt à accueillir et à appuyer les navires. Aujourd'hui, tout ça est fermé. Le quartier général existe encore sur le papier, mais en réalité, il ne fonctionne plus. Il n'y a plus d'opérations de commandement significatives sur place. Et en plus, les radars — plusieurs systèmes radar et de communication par satellite qui étaient reliés à cette base — ont été détruits. En somme, à l'heure actuelle, les États-Unis ont perdu toute leur capacité opérationnelle à Bahreïn.

De la même façon, à Al Udeid. Al Udeid était la plus grande base aérienne jusqu'à, disons, une base comme Incirlik. Et, vous savez, c'était immense. Quand la guerre battait son plein, à la fois en Irak et en Afghanistan, Al Udeid était un point de transit majeur pour les troupes américaines, à l'arrivée comme au départ. D'ailleurs, j'y suis passé en mai deux mille six. Je me rendais à Balad, en Irak, mais je devais transiter par Al Udeid, et j'ai pu voir comment tout était organisé. Depuis, quand les États-Unis ont commencé à réduire leur présence militaire en Irak, puis à se désengager progressivement d'Afghanistan, Al Udeid est devenu le centre de ce qu'on appelle le Combined Air Operations Center, le CAOC. Et le CAOC disposait, là encore, d'un radar d'un milliard de dollars, installé au Qatar, capable de voir littéralement jusqu'à l'Inde, jusqu'au milieu de la Méditerranée, au nord jusqu'aux côtes russes de la mer Noire, et au sud jusqu'à Diego Garcia.

Ils avaient donc une zone immense. Ils pouvaient surveiller et suivre tous les vols. Je sais que, quand les États-Unis menaient des opérations aériennes et terrestres en Syrie, un ami à moi, qui était en poste là-bas à l'époque — c'était en deux mille seize, deux mille dix-sept — m'a raconté que chaque jour, le général de l'Air Force responsable de cette opération était au téléphone avec son homologue russe, pour éviter tout incident entre les avions russes et américains. De la même façon, quand Trump a décidé de frapper la Syrie pour l'accuser d'avoir utilisé des armes chimiques, c'est ce même général, au centre des opérations aériennes, qui a appelé son homologue russe pour lui dire : « Voilà, on va frapper telle base, à telle heure, avec tant de missiles de croisière Tomahawk. »

Donc, si vous avez encore du personnel sur place, vous feriez peut-être bien de les faire partir. Tout ça, en réalité, c'est du théâtre politique, une mise en scène. Ce n'était pas une véritable frappe destinée à neutraliser des capacités. Tout ça, c'est fini maintenant. Le centre des opérations aériennes combinées est désormais basé, je crois, à la base aérienne de Shaw, en Caroline du Sud. En fait, même si les États-Unis sont toujours présents dans le Golfe, les deux principales bases,

celles qui accueilleraient la majorité du personnel, sont fermées. Elles sont effectivement fermées. Et si on regarde les autres sous-bases, plus petites, elles aussi ont été endommagées. Donc, aujourd'hui, la présence américaine là-bas n'existe plus qu'en théorie. Il n'y a plus vraiment de moyens concrets pour mener et soutenir des opérations.

## **#Glenn**

Eh bien, les États-Unis ont perdu leurs bases. Ils aimeraient se désengager. Ils ont mis en place toute une série d'incitations pour ça. Mais les Israéliens, eux, ne semblent pas vraiment sur la même ligne que les Américains. C'est intéressant. Il y a eu un sondage hier — je ne me souviens plus quel média israélien l'a publié — et il montrait qu'environ quatre-vingt-dix pour cent des Israéliens pensaient que l'Iran avait gagné. Et bien sûr, les responsables politiques israéliens sont très critiques vis-à-vis des efforts américains pour se retirer de cette guerre. Mais ils insistent aussi sur le fait qu'ils ne se laisseront pas contraindre par les exigences de Washington. À un moment, il y a même eu cette information — un article de presse — affirmant que les États-Unis auraient prévenu l'Iran qu'Israël pourrait tuer leurs négociateurs. Autrement dit, Israël apparaît comme un acteur potentiellement perturbateur. Encore une fois, je ne sais pas si les États-Unis et Israël sont vraiment sur la même longueur d'onde, ou s'ils jouent simplement au bon et au mauvais flic, ou s'il s'agit d'une vraie rupture. Mais selon vous, quels sont aujourd'hui les intérêts d'Israël, et comment pourraient-ils les mettre en œuvre ?

## **#Larry Johnson**

Eh bien, il y a une différence entre ce qu'ils veulent faire et ce qu'ils peuvent réellement faire. Israël n'est plus en position de mener des attaques prolongées contre l'Iran. Ils tiennent un grand discours du genre « oui, on va les frapper », mais en réalité, ce n'est pas si simple. Et d'ailleurs, j'ai été surpris par cette histoire qui est sortie — c'était hier ou avant-hier — à propos des États-Unis qui auraient informé les Iraniens d'un complot visant à tuer Arachi et Ghalibaf. Franchement, c'est une vieille histoire. Je veux dire, c'est du très vieux dossier. Ça remonte à il y a deux mois. Pepe Escobar et moi, on en avait déjà parlé à l'époque. Et d'ailleurs, les Iraniens, enfin, le professeur Morandi lui-même, il a été interviewé plus tôt dans la journée par NEMA, et il en a parlé.

Il dit, tu sais, ils n'ont reçu aucun avertissement des États-Unis. Le message est passé par les Pakistanais, par l'ISI, le service de renseignement. Et les Iraniens ont pris leurs précautions en rentrant en Iran. Donc aujourd'hui, l'Iran voudrait... je ne pense pas qu'ils aient renoncé à leur volonté de tuer le nouvel ayatollah, comme si ça allait changer quoi que ce soit. Parce que sans la présence des États-Unis et de leur flotte de ravitailleurs KC cent trente-cinq — sans parler d'un approvisionnement régulier en carburant d'aviation, qui va encore venir à manquer ici — Israël, eux, ils peuvent lancer une attaque, peut-être deux, et ensuite ils seront écrasés. Ils seront écrasés par la riposte iranienne.

Comme Ted Postol l'a clairement démontré il y a une semaine, dans une interview qu'il a donnée à Danny Davis, il a montré les images vidéo et prouvé, sans le moindre doute, que même les États-Unis, avec les systèmes de missiles Patriot et THAAD — qui auraient assuré environ les deux tiers de la riposte aux attaques de missiles balistiques tirés par l'Iran entre le vingt-huit février et le quinze avril —, n'ont eu qu'un taux d'efficacité inférieur à dix pour cent. Autrement dit, Israël ne dispose d'aucune défense aérienne réellement efficace contre ces missiles balistiques. Et si l'Iran décide de reprendre les hostilités, il sera en mesure de détruire les bases aériennes, de frapper les capacités aériennes et les réserves de carburant d'Israël. Et vous savez, Israël... ils ont déjà eu deux occasions de s'en sortir, et à chaque fois, ils ont dû supplier qu'on les aide, qu'on mette fin à tout ça, qu'on obtienne un cessez-le-feu, à cause des dégâts qu'ils subissaient. Donc, en ce moment, l'Iran détient beaucoup d'atouts dans cette situation.

## **#Glenn**

Écoutez, avant que vous ne partiez, laissez-moi vous poser une question à propos de la guerre en Ukraine. Il y a maintenant des articles dans le *\*Telegraph\** et dans d'autres journaux qui affirment assez clairement qu'ils disposent de renseignements selon lesquels la Russie envisagerait de frapper la Pologne pour tester la réaction de l'OTAN. Alors, d'un côté, je me suis dit, oui, peut-être que les Russes ont besoin de rétablir leur capacité de dissuasion, et qu'ils sont très en colère en ce moment. Mais d'un autre côté, pourquoi la Pologne ? Je veux dire, la Pologne, précisément maintenant, alors qu'il y a une énorme tension entre la Pologne et l'Ukraine. Si c'était l'Estonie, après les révélations sur leur implication dans les attaques contre Saint-Petersbourg, ou l'Allemagne, parce que, bon, ils semblent avoir perdu la tête, ce serait plus crédible. Mais la Pologne... là, le but ne serait pas de rétablir la dissuasion, juste de voir comment l'OTAN réagirait. Franchement, ça paraît louche. En même temps, oui, c'est possible, mais je n'y crois pas trop. Et vous, comment vous voyez ça ?

## **#Larry Johnson**

Non, vous avez mis le doigt dessus. Écoutez, ces deux dernières semaines, la fracture entre la Pologne et l'Ukraine s'est creusée. Je pense que la plupart des gens qui vous écoutent ou qui regardent cette émission ne se rendent pas compte que, pendant les trois premières années de cette guerre, de la lutte de l'Ukraine contre la Russie, le plus grand contingent de combattants étrangers dans les rangs ukrainiens, c'étaient des Polonais. Donc, ils étaient les plus nombreux, et largement plus de... je dirais bien plus de dix mille soldats ou volontaires polonais sont morts au cours de cette guerre. Mais ces trois dernières semaines, Duda, le président polonais actuel, et même Donald Tusk, ont commencé à remarquer que les Ukrainiens rendaient hommage à Stefan Bandera et à d'autres, disons, fascistes nazis. Franchement, il n'y a pas d'autre mot.

C'étaient de vrais nazis, responsables du massacre de Volhynie, où plus de cent trente mille civils polonais ont été assassinés par ces monstres ukrainiens pendant la Seconde Guerre mondiale. Et, vous savez, la Pologne a clairement dit qu'il n'était absolument pas question que l'Ukraine entre dans

l'Union européenne tant qu'elle n'aura pas renié tout cela. Absolument pas. Voilà où ils en sont aujourd'hui. Et je pense que cette histoire a été divulguée dans le cadre d'une opération d'influence, pour essayer de susciter plus de sympathie en Pologne envers les Ukrainiens — pour faire en sorte qu'on oublie un peu cette histoire du massacre de Volhynie. En gros, qu'on se dise : « Attention, les Russes arrivent, c'est eux qu'il faut craindre. » Mais je crois que les Polonais répondent : non, on n'oublie pas le massacre de Volhynie. Les gens que l'Ukraine honore aujourd'hui, qu'elle érige en héros, étaient des assassins de masse.

Et ils ont tué des civils. Ce sont des crimes de guerre. Et la Russie n'a pas besoin de, je cite, « tester la réaction de l'OTAN pour voir ce qu'ils feraient ». Non. Ils ont été très clairs : l'OTAN aura une réponse, mais ce n'est pas un test. Et tu sais, ton ami et le mien, Sergueï Karaganov, c'est exactement ce dont il parlait. Ces deux derniers mois en particulier, la rhétorique venant d'Europe — surtout d'Allemagne et du Royaume-Uni — a été très belliqueuse, extrêmement menaçante. Et ça s'est accompagné d'actions concrètes. D'ailleurs, Vovan et Lexus — je ne sais pas si tu connais ces gars-là, moi oui — ils ont un talent incroyable. Eh bien, ils ont réussi à avoir au téléphone le ministre estonien... je crois que c'était celui des Affaires étrangères, ou peut-être de la Défense, l'un des deux.

## **#Glenn**

Et il pensait qu'il parlait à... oui, à un conseiller du président, c'est ça.

## **#Larry Johnson**

Oui. Donc, il pensait qu'il parlait à l'un des principaux collaborateurs de Zelensky. Et il a reconnu que, oui, ils avaient aidé à faciliter les attaques de drones contre la Russie. Qu'ils aillent se faire voir. Du coup, maintenant, la Russie sait que les États baltes participent activement, aux côtés de l'Ukraine, à ces attaques conjointes. Et puis, il y a deux jours, un pétrolier russe quittait la mer Baltique, quand un patrouilleur allemand s'est approché pour tenter de l'intercepter. Le navire était escorté par un bâtiment de guerre russe. Et là, le navire russe, franchement, a foncé droit sur les Allemands. Et les Allemands ont dit : « Ach du Liebe ! » avant de battre en retraite.

Alors, vous savez, les tensions montent de plus en plus entre l'OTAN et la Russie. Et la Russie a clairement fait savoir qu'elle ferait payer un prix à l'Europe si elle continue d'escalader de cette manière. C'est là qu'intervient Karaganov. Au départ, on pensait sans doute qu'il s'agirait d'un missile russe. Mais à un moment donné, il pourrait falloir une arme nucléaire tactique pour rétablir la dissuasion vis-à-vis de l'Europe, afin qu'elle cesse de menacer. Et à cela s'ajoute le fait que la Finlande et la Lituanie disent maintenant qu'elles vont accueillir des armes nucléaires à leur frontière avec la Russie. Et la Russie répond : non, ça, ça n'arrivera pas.

## **#Glenn**

Ce que j'ai trouvé intéressant, en lisant les journaux un peu partout en Occident, c'est la façon dont ils présentent ce différend entre la Pologne et l'Ukraine. Ils en parlent comme d'une simple querelle sur l'histoire. Et c'est comme ça qu'ils blanchissent un peu toute l'affaire. Oui, célébrer des collaborateurs fascistes qui ont assassiné des centaines de milliers de civils, c'est une manière assez particulière de présenter les choses. Mais ce qui est vraiment intéressant, c'est de se demander pourquoi les Polonais s'en rendent compte seulement maintenant. On est en deux mille vingt-six. Je me souviens, le jour du coup d'État en Ukraine, en deux mille quatorze, la BBC elle-même avait publié un grand reportage expliquant que, eh bien, les Ukrainiens avaient un problème avec les nazis. On voyait des gens habillés avec des symboles fascistes. Et ils avaient remarqué qu'à l'hôtel de ville, juste après le coup, il y avait plein de bannières rendant hommage à l'OUN, à Bandera, tous ces nationalistes que la Pologne considère, comme tu l'as dit, comme des criminels de guerre. Et maintenant, douze ans plus tard, c'est seulement maintenant qu'ils s'en aperçoivent.

C'est un peu étrange. Je me demande si c'est pour des raisons internes, s'ils voient ce qui arrive et qu'ils veulent s'en démarquer. Encore une fois, je ne peux qu'émettre des hypothèses, mais c'est quand même curieux qu'ils ne s'en rendent compte que maintenant. Après avoir qualifié ça de propagande russe pendant douze ans, tout à coup, ils le découvrent. Mais bon, ma question portait sur ce que vous disiez : que les Russes pourraient lancer une frappe, peut-être même une arme nucléaire tactique. D'après vous, quand est-ce que ça pourrait arriver, ou dans quelles conditions ?

Parce que les Européens disent maintenant : « Ah, nous ne sommes pas prêts pour une guerre avec la Russie, mais nous allons nous préparer. D'ici deux mille trente, nous aurons renforcé notre arsenal, et là, nous serons prêts. » Oui, mais si j'étais assis au Kremlin, pourquoi est-ce que j'attendrais que les Européens soient prêts ? Ils vont s'armer jusqu'aux dents, ils l'annoncent clairement. À un moment donné, les Russes doivent se dire : « Si les Européens prévoient de nous frapper, pourquoi ne pas les frapper les premiers ? Pourquoi attendre qu'ils soient vraiment prêts ? » Ils ont déjà un énorme stock d'ogives. Alors, est-ce que tu penses qu'une frappe préventive de la Russie est possible ?

## **#Larry Johnson**

Oui, oui, je le pense. Les Russes, comme ils l'avaient fait en prévenant les délégations étrangères de quitter Kiev parce qu'elle allait être frappée... eh bien, ils ont ensuite lancé cette frappe, je crois que c'était mercredi de cette semaine. C'était une attaque d'envergure, qui a visé plusieurs hôtels où séjournent souvent des Occidentaux. Et, d'après les informations du côté russe, il y aurait eu des morts parmi des responsables de l'OTAN et des Européens. On n'a pas eu de confirmation indépendante de ça, mais c'était clairement un signe que, oui, la Russie compte bien mettre sa menace à exécution.

Et la prochaine menace viserait les usines au Royaume-Uni et en Allemagne. Je pense que ce seraient les deux cibles prioritaires. Si la Russie continue d'être frappée par des missiles à longue ou

moyenne portée, ou par des drones longue distance produits en Occident, elle passera à l'action et les frappera. Ensuite, elle accompagnera cela d'un avertissement : si ça continue, ce sera suivi par l'emploi d'armes nucléaires tactiques. On ne plaisante plus. On ne va pas vous laisser lancer des attaques contre nous en pensant qu'elles n'auront aucune conséquence.

## **#Glenn**

Je me souviens qu'en novembre deux mille vingt et un, les États-Unis et l'Ukraine ont signé ce qu'ils appelaient un partenariat stratégique, quelque chose dans ce genre-là, qui devait renforcer la contribution militaire américaine à l'Ukraine. À ce moment-là, le conseiller de l'ancien président français avait fait remarquer que c'est à ce moment précis que les Russes ont commencé à penser qu'ils devaient soit attaquer, soit être attaqués. Et à peine trois mois plus tard, ils ont lancé leur offensive, voulant frapper les premiers. Donc, il y a certains éléments qui montrent que, du point de vue russe, ils considéraient cette attaque comme préventive — une guerre qu'ils voyaient venir — et qu'ils préféraient la mener à leurs conditions plutôt que d'attendre l'autre camp. Donc, ce n'est pas, euh... ce n'est pas si irréaliste, je suppose. Enfin bref... avant qu'on termine, vous avez un dernier mot ?

## **#Larry Johnson**

Oui, je ferais attention à ce qui va se passer avec la situation du carburant, le diesel et le kérosène, dans les prochaines semaines. Peut-être que ceux qui m'ont transmis ces informations ont raté quelque chose, mais j'ai trouvé leur explication plutôt crédible sur le fait que le prix des contrats à terme ne reflète pas vraiment ce qui se passe en réalité. Donc, on verra bien. À minima, je pense que la pénurie de carburant va limiter ce que les États-Unis peuvent faire sur le plan militaire, au moins à court terme. Mais, vous savez, une fois qu'on sera en septembre, la probabilité que Trump essaie de relancer des attaques contre l'Iran, en prenant le risque de pertes américaines avant les élections de mi-mandat... franchement, je n'y crois pas du tout.

## **#Glenn**

Eh bien, Larry, comme toujours, merci, et joyeuse fête de l'Indépendance.

## **#Larry Johnson**

Merci beaucoup, Glenn. J'apprécie vraiment, mon ami.